



Au service
des peuples
et des nations

Rapport technique de prestation de l'atelier interactif de renforcement des capacités des partis politiques à Madagascar sur « le leadership et leur contribution à la consolidation de la paix et de la démocratie ».

***Rapport d'étape sur la préparation, l'organisation et le rapportage
Mois de février 2017***

Jean-Paul Kimbulu Kandolo

Expert international en Dialogue politique et renforcement de capacités du PNUD

Programme de renforcement des capacités

Du Programme des Nations Unies pour le Développement

JP

Reçu le 16 03 2017
N° 362-

JP
Jean-Paul Kimbulu

Sommaire

| Les livrables du mois de février 2017 | |
|--|---|
| Livrable 1 : Atelier réalisé et rapporté | <ul style="list-style-type: none"> • Les capacités des 70 membres des 48 partis politiques, toutes sensibilités confondues, sont renforcées sur « <i>le leadership et leur participation à l'affermissement de la paix et de la démocratie</i> », • <i>Les sessions almées, modérées, les thèmes présentés, les échanges et interactions facilités, les résolutions prises et signées, le rapport rédigé et rendu, les travaux évalués positivement par les participants</i> |
| Livrable 2 : Personnes ressources nationales identifiées et sélectionnées | 08 experts nationaux, personnes ressources identifiés et sélectionnés et répertoriés pour les ateliers multi acteurs de renforcement des capacités avec leurs CV, profils, expériences thématiques correspondant à un ou plusieurs ateliers spécifiques, y compris des personnes ressources internationales, pour accompagner et faciliter ces sessions interactives et ne servir de personnes ressources. |
| Livrable 3 : Les efforts de communication et de visibilité appuyés | <ul style="list-style-type: none"> • Le plan de communication revu et ajusté, avec la Communication, en formulant les messages cibles à la classe politique, au grand public, à la presse et aux partenaires ; la valeur d'un climat propice au dialogue et à la démocratie apaisée soulignée. • Le projet d'encart presse et le communiqué de presse enrichis des résultats et produits de l'atelier ; les messages clarifiés avec des résolutions et recommandations concrètes (comité de suivi, espace de concertation). Les photos illustratives clé sélectionnées. • Le communiqué de presse intègre les messages et les produits clés. • L'allocution de la Représentante résidente du PNUD et Coordonnateur du SNU, <i>préparée</i>. |

1. Objectifs de la consultation

De manière générale, les tâches assignées au Consultant-expert international résultent, aussi bien des Termes de Référence, du contrat de consultance, que des observations et orientations du management du PNUD ainsi que de l'évolution de la situation sur le terrain.

Il s'agissait principalement **de superviser la préparation et l'organisation des ateliers** de renforcement des capacités impliquant divers acteurs, en l'occurrence les partis politiques. Aussi, il fallait identifier **une expertise locale et internationale** adéquate pour accompagner et faciliter ces sessions et ne servir de personnes ressources. La consultation consistait en outre, de **soutenir les efforts de communication et de visibilité, concevoir et mettre en œuvre** les initiatives de renforcement des capacités et de dialogue, y compris les séances interactives et **les adapter au besoin en fonction de l'évolution de la situation** ». Enfin, le mandat incluait la recherche et

J
28/2

l'analyse de l'évolution de la situation du pays.

Cependant, dans la pratique, la chronologie des activités prévues ainsi que leurs contenus ont été ajustés selon les orientations du management, le respect strict de la note conceptuelle du projet conçu entre le SNU et le gouvernement, des discussions eues ainsi que des données collectées.

2. Méthodologie utilisée pour la réalisation de la prestation

Pour accomplir les tâches assignées, l'expert-consultant international a conduit, non seulement la revue documentaire des documents pertinents, mais aussi organisé des entretiens avec les personnes ressources clés.

Des échanges et orientations directs ont eus avec la Représentante résidente du PNUD et Coordinatrice du SNU, son adjointe en charge des programmes ainsi que des inputs et observations des équipes des projets (élection, Gouvernance, PBF), points focaux.

Les méthodes utilisées incluent la recherche, l'état des lieux des acquis, la participation aux ateliers en cours (PBF, UNESCO, corruption/élection), le renforcement des capacités. Les données recueillies de diverses sources sont compilées et consolidées. Les divers points de vue, les appréciations et les recommandations ont permis de réorienter des actions cruciales.

La démarche s'est inspirée de la somme des expériences antérieures capitalisées par l'expert-Consultant international à la faveur d'interventions similaires, voir plus complexes et sensibles (volatilité, fragilité, instabilité, crises, impasse, polarisation). Elle résulte aussi des enseignements tirés antérieurement dans des contextes sensiblement proches.

2.1. Revue documentaire des sources pertinentes sur le pays

La démarche a consisté à lire et à analyser des écrits, les données politiques et socio-économiques de Madagascar tirées des analyses situationnelles des programmes ou des plans du système des Nations Unies¹. Par ailleurs, *la situation particulière de la Grande île a été exploitée à partir des publications nationales². Il s'agissait aussi d'exploiter les sources indépendantes³.*

¹ tels que Plans d'action de Programmes Pays (PNUD), Plan-Cadre pour l'Aide des Nations Unies au Développement (UNDAF) de Madagascar (2015-2019) et Bilan Commun de Bureaux de pays des Nations Unies (CCA) à Madagascar; Projet 'Appui aux activités pré-électorales et aux acteurs politiques (PNUD-CENI) ; Democracy, human rights and governance assessment of Madagascar (USAID); *À cosmetic end to Madagascar's crisis?*, Africa report 218, (ICG); The graduate Institute, Peace and Conflict Impact Assessment (PCIA); rapport consolidé des diagnostic de conflits (SFCCG).

² tels que les partis politiques malgaches à travers les régimes et gouvernement successifs (Rendra Hasimbel Rabarinarison, Jean-Aime A. Raveloson, 2011 (FES); Rapport sur les conclusions et recommandations de l'atelier procédant avec les partis politiques tenu en Août 2016 (Raphael Ouattara); Le rapport à la politique à Madagascar : politisation et participation citoyenne (Premiers résultats de l'enquête « Afrobaromètre 2013 » à Madagascar) ; La légitimation démocratique du pouvoir à Madagascar, (FES) ; État et Ethnicité à Madagascar, Octobre 2010 (FES).

³ suivantes: Construction de la paix et de démocratie en Afrique de l'Ouest, Forum des partis politiques, des médias et de la société civile en Afrique de l'ouest, 2005(Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest); Partis politiques en Afrique de l'Ouest: le défi de la démocratisation dans les États fragiles (IDEA); Prévention des conflits et Sécurité humaine : Déclaration de Saint-Boniface(OIF); Promouvoir la paix la démocratie et les droits de l'Homme(OIF); leadership charismatique(Wikiberal); leadership transformationnel(Wikiberal); Freedom status, political rights, civil liberties (Freedom House, Country); Collection des rapports, Baromètre de la cohésion sociale (Credoc) ; Rapport sur l'état des pratiques de la démocratie, des droits et des libertés dans l'espace francophone, (OIF); Le dialogue démocratique, un manuel pratique (IDEA,PNUD) ; Les partis politiques et la transition vers la démocratie, une introduction en création démocratique de parti pour les leaders, les organisateurs et les militants (NDI); Les partis politiques et la démocratie, introduction à la formation politique (Wilhelm PNUD à Madagascar | Maison Commune des Nations Unies – Galaxie Plaza – Andraharo – Route de Majunga – BP 1348, 101 Antananarivo | Tel : 00261 20 23 300 92 | Fax : 00261 20 23 300 42 | E-mail : registry.mg@undp.org | www.one.un.mg/pnud

SPICK

Enfin, *les manuels d'organisation des ateliers ont été exploités*⁴.

Cette première étape a permis d'élaborer des termes de références et un agenda indicatif de l'atelier proposés au management pour validation et inputs.

3.2. Contexte

En dépit du retour à l'ordre constitutionnel, la méfiance, doublée des rumeurs persistent entre les acteurs et partis politiques dans un échiquier concurrentiel. Et pourtant, ***les partis politiques sont des maillons indispensables de la vie politique*** en tant que piliers représentatifs. Ils mobilisent et enrôlent leurs militants, sensibilisent l'opinion publique et font connaître leurs idées et programmes en campagnes électorale. Ils concourent aux postes électifs et nominatifs de l'État et ils orientent les citoyens et regroupent les opinions.

En plus, ***ce sont les leaders d'opinion, les porte-paroles et formateurs des populations***, dont ils ***influencent***. De sorte que, la qualité et la manière avec lesquelles ils remplissent ces fonctions, contribuent à leur réputation et à la cohésion sociale, voire aux crises.

Par conséquent, ces acteurs doivent s'adapter aux changements et défis constants de la société malagasy en améliorant leur participation aux débats contradictoires internes et aux discussions constructives et interactives. Pour ce faire, ***un soutien technique des Nations Unies a été requis par la présente consultation.***

4. L'organisation de l'atelier interactif des partis politiques sur le « *Leadership et contribution à la consolidation de la paix et de la démocratie* », Hôtel Carlton, 21-22 Février 2017.

Cet atelier a eu effectivement lieu selon les TDR et l'agenda adoptés comme explicité ci-après.

4.1. Introduction

Il s'est tenu du 21 au 22 Février 2017 dans la salle de conférence, Ravinala, de l'Hôtel Carlton, Anosy, à Antananarivo, Madagascar, un atelier interactif de renforcement des capacités des partis politiques sur « *le Leadership et leur contribution à la consolidation de la paix et de la démocratie* ». Il a été conjointement organisé par le Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation et le PNUD.

4.2 Appuis et conseils techniques

Les appuis et conseils techniques ont été apportés sous forme de d'orientations stratégique ; de proposition des modules /sessions d'échanges, de préparation des TDR et d'un agenda, des supports didactiques, d'animation, modération des sessions et de la supervision et revue de la rédaction du rapport final de l'atelier interactifs et de sa revue.

L'appui technique a été apporté tant au niveau de la préparation, de l'organisation et du rapportage

4.2.1. Appuis techniques et conseils au niveau de la préparation de l'atelier

Hofmeister et Karsten Grabow); *Conduire un dialogue politique porteur de résultats, introduction au dialogue politique (WIEGO)* ; Chantier sur la cohésion sociale et l'inclusion dans le cadre des Ateliers des savoirs partagés JUIN 2013 (Ateliers des savoirs partagés à Saint-Camille), Centrafrique: *scan de conflit, promouvoir le dialogue intercommunautaire et la cohésion sociale à zémoi, Sud-Est, mars 2016 (SFCC)*; *Rapport Atelier de Renforcement des capacités des Autorités Locales et des Leaders Communautaires des 8 Arrondissements de la ville de Bangui sur la Cohésion Sociale* », (PNUD Bangui 2015) ; *Manuel de structuration d'un parti politique (FES Cameroun)* ; *Meilleures Pratiques des Partis Efficaces: Trois modules de formation pour les partis politiques (NDI)*.

⁴: *how to organize and run learning workshops (UNICEF and UNSC)* ; *Guide d'organisation des séminaires au profit des associations*, (Ismail El-khawa); *Guide pour faciliter l'organisation d'un colloque, d'un congrès ou d'un perfectionnement* (Commission scolaire de la Beance-Etchemin)

28/02/17

À ce stade les appels ont consisté aux actions ci-après :

- Le développement de la méthodologie axée sur les échanges interactifs, les groupes de discussion, les présentations des expériences nationales et internationales. Les travaux en groupes ont permis d'approfondir les thèmes présentés et de réfléchir et de faire des recommandations et décliner les actions concrètes à entreprendre ;
- La supervision et l'orientation du comité organisateur (PNUD, ONCD) et le partage des responsabilités.
- La préparation des TDR en collaboration avec les collègues concernés
- La préparation d'un budget type avec les inputs des collègues
- L'identification et les visites des locaux réservés aux sessions interactives
- La constitution et la mise à jour des listes des participants avec des adresses et information de contact pour 70 participants issus des 46 partis politiques parlementaires (22) et extra-parlementaires (24). Ils représentaient les différentes sensibilités (dont 30 femmes), au rang desquels, les chefs et membres des partis, Directeurs Généraux, Directeurs Techniques et les cadres du Ministère de l'Intérieur et représentants de l'Office National de Concertation sur la Décentralisation (ONCD).
- L'identification, l'entretien et la sélection des personnes ressources auprès de SACEM/CENI et FES, UNESCO avec le concours des collègues de gouvernance et répartition des interventions et thèmes complémentaires
- La recherche et la déclinaison des contenus et la description des thèmes convenus entre le management PNUD et le gouvernement (leadership et rôles des partis politiques dans la consolidation de la paix et de la démocratie), en exploitant les sources nationales et internationales, les bonnes pratiques dans la complémentarité.
- La rencontre avec les personnes ressources sélectionnées pour harmoniser leurs interventions
- La préparation des lettres d'invitation des participants et invités ainsi que leur dispatching et suivi
- La préparation de l'allocution de la Représentante Résidente du PNUD et Coordonnateur du SNU, à l'ouverture de l'atelier, en intégrant les observations des collègues (gouvernance, communication)
- La revue du plan de la communication et de projet d'encart presse avec les collègues de communication pour y intégrer les aspects techniques
- La préparation des fiches d'évaluation et la supervision de leur remplissage par les participants, dépouillement, compilation et analyse.
- La conception des modules et thèmes cohérent et complémentaires sous forme d'un agenda consensuel comprenant Il s'est articulé autour de 4 sessions⁵ Ces modules ont été déclinés en sous-thèmes .

⁵ Ci-après : Session 1 : Rappel sur les conclusions de l'atelier précédent et sur des notions introductives ; Session 2 : Quel type de leadership pour les partis politiques malgaches ? ; Session 3 : La contribution des partis politiques à la consolidation de la démocratie, et de la paix ; Session 4 : Travaux de groupes
PNUD à Madagascar | Maison Commune des Nations Unies – Galaxie Plaza – Andraharo – Route de Majunga –
BP 1348, 101 Antananarivo | Tel : 00261 20 23 300 92 | Fax : 00261 20 23 300 42 | E-mail : registry.mg@undp.org | www.one.un.mg/pnud

Drak

4.2.2. Description des thèmes et modules retenus

| Thèmes des sessions | Contenu des sous thèmes | Descriptions |
|---|--|---|
| Rappel des conclusions de l'atelier précédent | Rappel des conclusions de l'atelier précédant avec les partis politiques tenu en Août 2016 | <ul style="list-style-type: none"> Conclusions, recommandations sur les thèmes suivants : professionnalisation de la vie politique, principes de la démocratie et de l'état de droit ; vitalité, rôles et responsabilités des partis dans la gestion participative Rôles et responsabilité des partis politiques dans la démocratie (principes, État de droit et conditions) Organisation démocratique d'un parti (professionnalisme, appropriation, processus inclusif, consultatif et participatif, représentatif) Les partis fondateurs d'une nation (éducation citoyenne, promotion de la démocratie et de la paix, concertation, regroupement et opposition crédible). Jean Paul Kimbulu Kandolo |
| | Contenu et normes de la démocratie et partis politiques | <ul style="list-style-type: none"> Définition de la démocratie, éléments clés sur les principes démocratiques (élections, pluralisme, gouvernement et opposition, opinion et libertés des médias, décentralisation, éducation politique) Amadou Mouna |
| Quel type de leadership pour les partis malgaches ? | Leadership politique Qualités et caractéristiques d'un leadership politique (interne) et (externe) | <ul style="list-style-type: none"> Leadership politique interne (direction/mangement du parti, personnalité, habileté tactique, flexibilité, connaissances politiques, moralité et crédibilité) Leadership politique externe : charisme, éthique, serviteur, démocratique, inclusion, consensus, dynamisme externe – pour mobilise les citoyens et électeurs et exercer le pouvoir politique pour la cohésion sociale Hery Andry Rakotonananhar |
| La contribution des partis politiques à la consolidation de la démocratie, de la réconciliation et de la paix | Rôle et place des partis politiques dans la promotion de l'État de droit (standards et engagements internationaux et pratiques ; coopération). | <ul style="list-style-type: none"> État de droit, place et le rôle de sensibilisation, d'encadrement, de mobilisation et d'enrôlement des partis politiques État de ratification des instruments pertinents, standards, engagements de l'État malgache (principes et procédures, libertés individuelles pour la participation à la vie politique : égalité, légalité, conditionnalité, redevabilité, (Omer Kalameu) <ul style="list-style-type: none"> Pratique malgache du rôle et place des partis dans la promotion de l'État de droit (répartition du pouvoir entre organes dans la constitution, loi, pratique, régime juridique) (Jean-Claude Razaranaina) <p><i>Expérience malgache des partis politiques dans la consolidation de la démocratie et paysage politique</i></p> <ul style="list-style-type: none"> Pluralisme démocratique, dynamique et paysage politique et collaboration des partis (typologie, groupes, coalition) depuis les élections 2013 à Madagascar (Jeannot Rasoloarison) <p><i>Mécanismes de coopération entre partis politiques</i></p> <ul style="list-style-type: none"> Dialogue entre partis politiques (compétition et coopération et quelques exemples de mécanismes de coopération) (Gervais Tahindro) Pratique de compétition et collaboration des partis politiques parlementaires et extra-parlementaires (Gervais Tahindro) Expérience de la Côte d'Ivoire de compétitions et collaboration entre partis politiques (Chantal Raharimalala) |
| | Rôle et place des partis politiques dans la réconciliation nationale et la consolidation de la paix | <p>La vie politique inclusive et apaisée pour la cohésion sociale</p> <ul style="list-style-type: none"> Standards internationaux, bonnes pratiques (inclusion, non-discrimination, diversité, alternance démocratique/générationnelle, méfiance des préoccupations identitaires ; respect des règles, débats d'idées, compromis, consensus, tolérance, réconciliation) Expérience Ivoirienne (Chantal Raharimalala) Pratique malgache des partis politique dans la réconciliation (Jean-Claude) |
| | Travaux des groupes | <ul style="list-style-type: none"> Actions prioritaires sous forme de recommandations, Tiana Ratsimbazafy |

28/08/2016

4.2.4. Appuis techniques et conseils au niveau de l'organisation matérielle de l'atelier

Au cours de cette phase opérationnelle, l'appui était comme suivi :

- La supervision de l'organisation logistique (hôtel, salle, affiches, exposants, décors, son-lumière, audiovisuel etc.).
- La détermination des besoins et la préparation de la liste de tout le matériel nécessaire en matériel audiovisuel et informatique disponible à l'interne (rétroprojecteur, projecteur multimédia, écran, ordinateurs, la liste de tout le matériel nécessaire etc.).
- La précision des besoins matériels et d'organisation de la salle et disposition des tables, chaises et mise en place des participants, invités, secrétariat, modérateur, personnes ressources, projecteur, écrans.

4.2.5. Appuis techniques et conseils au niveau de l'animations et modération des séances

Au cours des travaux des sessions, les appuis ont consisté à :

- La présentation et l'animation sur le contexte, objectifs, résultats escomptés et l'agenda pour le cadrage des travaux et discussions
- La présentation et l'animation des principaux résultats et les recommandations clés de l'atelier précédent en vue de la consolidation des acquis. Il s'agit aussi d'assurer les liens de cohérence et de complémentarité avec l'atelier suivant, et la suite logique entre les sessions et thèmes.
- L'animation et la modération des présentations et interventions (introduction, transition et liens entre thèmes, circulation de la parole, questions et réponses, coordination et cadrage des débats, idées maîtresses
- La conception et la formulation des exercices des travaux de *groupes destinés à approfondir les thèmes présentés en plénière et à réfléchir sur les actions à entreprendre.*
- L'appui à la rédaction des recommandations et résolutions de l'atelier à l'endroit des partis politiques, de la communauté internationale et à l'endroit du Gouvernement et de la CENI.

4.2.6. Appuis techniques et conseils après l'organisation de l'atelier

À l'issu de l'atelier, les appuis se sont poursuivis sous forme de :

- La collection et la constitution des listes des coupures des journaux et de revues de presse sur la couverture médiatique par la presse écrite de l'atelier, scannage, archivage des documents
- La Co rédaction du rapport analytique de l'atelier avec le concours de la consultante nationale, en intégrant les inputs de l'Unité gouvernance.
- La supervision de remplissage, d'analyse et la compilation des fiches d'évaluation.

4.3. Appui à la Communication et la visibilité

Au niveau de la communication et de la couverture médiatique, les appuis ont consisté, en la collaboration avec d'autres collègues à :

DPK

- Passer au crible, le brouillon pour y inclure la substance technique au plan de communication en collaboration avec la Communication,
- Adapter les messages cibles adressés à la classe politique, au grand public et la presse et aux partenaires. L'importance de la préservation d'un climat propice au dialogue, à la démocratie apaisée et à la cohésion sociale a été soulignée.
- Reformuler la substance du projet d'encart presse, texte de communiqué adressé aux lecteurs avisés (francophones)
- Clarifier le message, les objectifs ainsi que l'organisation de l'atelier.
- Résumer les résultats obtenus : résolutions, création d'un comité de suivi des recommandations, composé de 20 membres issus des différentes sensibilités ses missions, la perspective de la création d'un espace de concertation des partis politiques ainsi que l'appui attendu du PNUD. Ces recommandations sont présentées comme les fruits d'un consensus entre les sensibilités politiques, qui ont signé le document adopté). En sus, sélection des photos parlantes de l'événement ainsi que la reformulation et l'ajustement des messages clés à transmettre à travers l'encart.
- Reformuler le communiqué de presse en intégrant les messages clés du PNUD sur le contexte et les produits clés.

5. Sommaire des résultats et produits obtenus

| Résultats escomptés | Résultats/produits obtenus |
|---|---|
| Les partis et les politiciens utilisent les notions, aptitudes, techniques et qualités d'un leadership charismatique, éthique, serviteur, démocratique, inclusif consensuel et dynamique | <ul style="list-style-type: none"> 70 membres des partis politiques ont échangé sur les qualités d'un leadership, interne et externe, charismatique, fédérateur, éthique, avisé, serviteur, inclusif et dynamique Ils ont souhaité faire une auto évaluation de leurs organisations et renforcer leurs capacités en leadership politique (recommandations) Ils ont, dans les travaux de groupes, passé en revue les qualités et caractéristiques d'un leadership politique pour une cohésion sociale, en auto évaluant, selon les critères définis, les forces, les défis et points à améliorer et en formulant les recommandations concrètes pour leur professionnalisation |
| Les partis politiques débattent sur leurs rôles de leader d'opinion et ainsi que les valeurs de prévention des conflits, d'apaisement, de tolérance, de réconciliation pour la cohésion sociale et la participation citoyenne | <ul style="list-style-type: none"> Ils ont suivi et débattu sur les engagements et instruments souscrits par l'État en faveur de la démocratie, de l'État de droit, de libertés individuelles et du droit à la participation Ils ont recommandé l'application effective des textes pour limiter la transhumance et souhaité la structuration du paysage politique selon les courants d'idéologies Ils ont recommandé le renforcement de leurs capacités en matière de l'État de droit et de la loi sur l'opposition Ils ont, dans les travaux de groupes, passé en revue les conditions d'une vie politique inclusive et apaisée pour la cohésion sociale et ont recommandé l'adoption de loi et la mise en place d'un cadre favorisant l'inclusive, la cohésion sociale et la paix Ils ont évoqué la primauté du dialogue et de la réconciliation nationale, préalable à la cohésion sociale malagasy. Ils ont examiné les principes de <i>légalité</i> et de <i>la constitutionnalité</i>, notamment, pour recommander le respect et l'application des textes. Ils ont souhaité le renforcement des capacités de leurs adhérents en faveur de leur propre démocratie |
| Les partis politiques s'exercent aux débats constructifs et d'idées, à faire des compromis, à trouver un consensus, à transcender leurs intérêts et à contribuer au dialogue inclusif et aux élections apaisées, à la réconciliation nationale et aux valeurs républicaines | <ul style="list-style-type: none"> Les partis se sont exercés aux débats constructifs d'idées, aux compromis, au consensus, à l'intérêt général et à l'inclusive tout au long des travaux collectifs en aboutissant aux recommandations communes. Ils ont, en plénières et en groupes mixtes (opposition-pouvoir), interagi, échangé, et analysé les questions brûlantes d'intérêt national (forces, défis et points à améliorer), sans animosité, en dépit de leurs sensibilités différentes Ils ont discuté et trouvé un compromis sur les recommandations communes, notamment la constitution d'un comité mixte de suivi et l'accord de principe pour la création d'un espace de concertation permanent, pour asseoir la démocratie et renforcer la cohésion sociale |
| Le dialogue, l'interaction et la complémentarité entre les partis politiques d'une part et avec d'autres leaders d'opinion, d'autre part, sont favorisés en faveur de complémentarité d'actions collectives pour la cohésion sociale | <ul style="list-style-type: none"> Les membres des partis politiques représentatifs ont mis en place un comité de suivi des recommandations de l'atelier. Ils ont désigné, séance tenante, les 20 membres issus de différentes sensibilités représentatives. Ils ont défini les tâches du comité de suivi, en l'occurrence, la finalisation des recommandations et la proposition d'un document cadre pour la mise en place de l'espace de concertation Ils ont signé sans réserve le document conjoint de recommandations Ils ont auto évaluée, selon les critères définis, les forces, défis et points à améliorer, les mécanismes de coopération, en formulant les recommandations concrètes, notamment les coalitions |
| Évaluation : compilation et analyse des fiches | <ol style="list-style-type: none"> Objectifs <ul style="list-style-type: none"> Sur 70 participants, 51 personnes ont rempli les fiches d'évaluation. 46 sur les 51 personnes, soit 82, 25%, sont satisfaits des objectifs de l'atelier, qu'ils jugent atteints Thèmes développés et explicités par rapport aux attentes <ul style="list-style-type: none"> Notions sur la démocratie : 48 su 51 personnes, soit 94,12%, sont satisfaits des réponses Leadership : 46 sur 51 personnes, soit 90,20%, sont satisfaits des réponses Partis politiques dans la promotion de l'État de droit : 42 sur 51 personnes, soit 82, 35%, sont satisfaits Mécanismes de coopération entre partis politiques : 39 sur 51 personnes, soit 76, 47%, sont satisfaits Méthodologie <ul style="list-style-type: none"> 46 personnes sur 51, soit 90, 20%, sont satisfaits et la trouvent adapté <p>Organisation matérielle et logistique</p> <ul style="list-style-type: none"> Lieu : 48 sur 51 personnes, soit 94, 12 %, sont satisfaits Horaire et durée : 45 sur 51 personnes, soit 88, 23%, sont satisfaits Gestion du temps : 42 sur 51, soit 82, 35%, satisfaits Matériels et fournitures : 43 sur 51 personnes, soit 84, 31%, sont satisfaits |

OPAK

6. Recommandations et engagements des participants⁶

À l'issu des restitutions, les participants ont décidé de mettre en place un comité de suivi des recommandations de l'atelier. Ils ont désigné, séance tenante, les 20 membres issus de différentes sensibilités des partis politiques et représentatifs.

6. L'analyse de la situation politique de la situation politique actualisée en réponse à la demande de DPA sur le contexte général du pays (économie, humanitaire, gouvernance.)

Collecte et analyse de la dynamique du paysage et de la situation politique du pays. Celui-ci reste caractérisée par la méfiance, doublée des rumeurs d'exclusion entre acteurs. On observe également les actes de vindictes populaires croissants, défiance vis-à-vis de l'autorité de l'état ; un processus électoral, dont le recensement et la précampagne ont démarré ; la HCC clarifie le statut du Conseil de Réconciliation Malagasy d'organe consultatif ; la place de l'opposition continue à rester vacantes, malgré une réclamation unilatérale de MMM ; nomination des nouveaux généraux pro-HVM, au détriment de MAPAR, stratégie de conservation du pouvoir.

7. Conclusions⁷

Les représentants des partis présents ont manifesté beaucoup d'intérêt aux thématiques proposées, comme en témoigne leur présence massive aux travaux. Il a été distribué aux participants, une fiche d'évaluation des travaux pour leur permettre d'apprécier le contenu et la forme de l'atelier. On a noté aussi l'appréciation favorable du déroulement des travaux par les participants à travers leur opinion résultant du dépouillement des fiches d'évaluation.

La réussite de cet atelier est traduite par la présence massive des membres des partis politiques, toute tendance confondue (parlementaires et extras parlementaires ; pouvoir-opposition). Il en est de même des résolutions concrètes (comité de suivi, espace de concertation) que les participants se sont fait à eux-mêmes, en plus de recommandations formulées à la communauté internationale, au gouvernement ...qu'aux autres acteurs.

Le Secrétaire General du Ministère de l'Intérieur et Décentralisation, représentant du Premier ministre, a exprimé la satisfaction dans son mot de clôture.

Ce pendant les questions de réconciliation et du processus électoral inclusif, réclamées par les participants, doit amener le PNUD à prendre position à ce sujet.

7. Défis et difficultés

Selon les bonnes pratiques d'organisation d'ateliers de renforcement des capacités, les agendas des sessions sont indicatifs, car ils ne sont pas figés. L'animateur dispose généralement d'une marge de

⁶

⁷

manœuvre pour adapter l'agenda aux attentes des participants et aux réalités selon les besoins. Ce qui est prévu par le contrat de consultation.

Ici, vu la sensibilité des thèmes et le contexte particulier, les thèmes ont été déterminés et négociés en avance. Ceci a cadré la déclinaison des activités détaillées en restant, le plus possible, figées à la note conceptuelle arrêtée entre le PNUD et le gouvernement.

Les attentes des participants étaient recueillies, alors que les thèmes ne pouvaient être modifiés ni ajustés. En principe, les présentations des seconds jours devraient en principe intégrer certaines préoccupations exprimées par les acteurs à l'issue des premiers jours. ▢

Le changement constant de l'ordre de priorités de préparation et d'organisation des ateliers ne facilite pas la préparation efficiente des travaux ni les interventions. En particulier, la sélection et la disponibilité des personnes ressources, facilitateurs et présentateurs, deviennent aléatoires. Car, ayant plusieurs engagements, ils ont besoin de planifier à temps leurs préparations ou interventions.

9. Leçons tirées

Il est important, pour les besoins de clarté et surtout faciliter au secrétariat de prendre les notes des points essentiels, au modérateur de reformuler à quelques reprises l'état des débats, de dire ce qui a été débattu, ce qui reste à l'être. Il ne doit pas s'enfermer dans son plan, mais être à l'écoute, se laisser surprendre, ne pas laisser le doute s'installer et conclure en résumant quelques points forts.⁸ En plus, les facilitateurs et personnes ressources ont besoin d'un temps adéquat pour se disponibilité et mieux préparer leurs interventions.

La demande des attentes des participants est liée à la flexibilité de l'agenda, qui devrait être ajustées en fonction des besoins exprimés. Ici, les besoins de discussion sur les questions de réconciliation et d'inclusivité aux élections. Il sera difficile d'éluder ces questions aux cours des prochains ateliers ou des travaux de suivi.

Il est important de se rassurer que l'élection présidentielle se tienne en 2018 dans le respect des échéances. Il est aussi crucial de préparer un argumentaire sur la position et rôle du SNU sur la mise en œuvre de la réconciliation nationale (vérité, pardon, réparation) et la révision des « socles de la démocratie » (constitution, code électoral, lois sur les partis) pour aboutir à ces élections apaisées. Ces éléments sont considérés comme préalables à des élections apaisées par les partis politiques.

Une clarification est nécessaire quant aux craintes exprimées par certains partis sur les risques d'exclusion des certains candidats à la présidentielle et à leur perception sur la position du PNUD/Communauté internationale par rapport au NI... NI... On ne peut pas continuer à éluder ces questions.

9. Recommandations

- Planifier et organiser un atelier par mois pour le reste des activités, en vue de bien préparer les sessions en avance
- Arrêter un ordre chronologique des ateliers à respecter en vue de mieux préparer les interventions, les supports et les documents

⁸ Anne Julien, Commission scolaire de la Beauce-Et chemin Novembre 2004, Guide pour faciliter l'organisation d'un colloque, d'un congrès ou d'un perfectionnement ; UNICEF and UNSC, *how to organise and run learning workshops* ; Ismail El-khawa , Guide d'organisation des séminaires au profit des associations ; Guide pour faciliter l'organisation d'un colloque, d'un congrès ou d'un perfectionnement
PNUD à Madagascar | Maison Commune des Nations Unies – Galaxie Plaza – Andraharo – Route de Majunga –
BP 1348, 101 Antananarivo | Tel : 00261 20 23 300 92 | Fax : 00261 20 23 300 42 | E-mail : registry.mg@undp.org | www.one.un.mg/pnud

DRK

- Commencer et finir avec les ateliers moins problématiques (médias, OSC, chefs traditionnels...) avant de revenir sur les ateliers complexes (partis politiques, armée, chefs religieux) en raison de leur sensibilité, qui demande un temps adéquat de préparation minutieuse
- Suivre une liste de contrôle ou l'échéancier ci-joint qui prévoit les actions à prendre au cours de différentes phases : préparatoire, organisationnelles et de rapportage d'un atelier
- Laisser la marge de manœuvre à l'expert international, modérateur principal, qui a déjà animé des ateliers plus difficiles et complexes entre acteurs politiques, pour orienter les discussions.
- Clarifier, avec l'appui de DPA, la question de l'inclusivité et des élections apaisées.
- Aborder les questions de réconciliation en termes généraux et de préalables à la préparation du terrain
- Organiser d'abord les ateliers moins complexes et sensibles (OSC, médias, chefs traditionnels) et continuer à mieux préparer les plus sensibles (chefs religieux, partis politiques et armée), lesquels exigent plusieurs précautions.
- Organiser les autres ateliers en ajustant un peu l'agenda aux besoins exprimés

Sommaire

| | |
|--|-----------|
| 3.2. CONTEXTE | 4 |
| 4.2 APPUIS ET CONSEILS TECHNIQUES | 4 |
| 4.2.2. DESCRIPTION DES THÈMES ET MODULES RETENUS..... | 6 |
| 4.2.4. APPUIS TECHNIQUES ET CONSEILS AU NIVEAU DE L'ORGANISATION MATÉRIELLE DE L'ATELIER..... | 7 |
| AU COURS DE CETTE PHASE OPÉRATIONNELLE, L'APPUI ÉTAIT COMME SUIVI : | 7 |
| 4.2.5. APPUIS TECHNIQUES ET CONSEILS AU NIVEAU DE L'ANIMATIONS ET MODÉRATION DES SÉANCES | 7 |
| 4.2.6. APPUIS TECHNIQUES ET CONSEILS APRÈS L'ORGANISATION DE L'ATELIER | 7 |
| 6. RECOMMANDATIONS ET ENGAGEMENTS DES PARTICIPANTS | 10 |
| 7. CONCLUSIONS | 10 |
| 7. DÉFIS ET DIFFICULTÉS | 10 |
| 9. RECOMMANDATIONS | 11 |
| 10- GALERIE DES PHOTOS | 14 |

OPAR

10- Galerie des PHOTOS



Monsieur Jean Paul Kimbulu Kandolo, Expert International en Dialogue politique et renforcement de capacités du PNUD, Modérateur principal de l'atelier.



Madame Tiana Ratsimbazafy, Consultante nationale du PNUD, lors de l'identification des groupes d'échanges





Au service
des peuples
et des nations

**Atelier interactif de renforcement des capacités des partis politiques à
Madagascar sur « le leadership et leur contribution à la consolidation de la
paix et de la démocratie ».**
Hôtel Carlton Anosy, 21-22 Février 2017



Photo de famille avec les leaders des partis politiques

Rapport d'atelier

Jean-Paul Kimbulu Kandolo, Expert international en Dialogue politique et renforcement de
capacités du PNUD

Tiana Ratsimbazafy, Consultante nationale du PNUD

Les Nations Unies
En collaboration avec le Gouvernement malgache

Programme de renforcement des capacités
Avec l'appui technique et financier
Du Programme des Nations Unies pour le Développement

Reçu le 16 03 2017
N° 36 L^o

↑

DPK

Sommaire

| Résultats escomptés | Résultats/produits obtenus |
|---|--|
| Les partis et les politiciens utilisent les notions, aptitudes, techniques et qualités d'un leadership charismatique, éthique, serviteur, démocratique, inclusif consensuel et dynamique | <ul style="list-style-type: none"> 70 membres des partis politiques ont échangé sur les qualités d'un leadership, interne et externe, charismatique, fédérateur, éthique, avisé, serviteur, inclusif et dynamique Ils ont souhaité faire une auto évaluation de leurs organisations et renforcer leurs capacités en leadership politique (recommandations) Ils ont, dans les travaux de groupes, passé en revue les qualités et caractéristiques d'un leadership politique pour une cohésion sociale, en auto évaluant, selon les critères définis, les forces, les défis et points à améliorer et en formulant les recommandations concrètes pour leur professionnalisation |
| Les partis politiques débattent sur leurs rôles de leader d'opinion et ainsi que les valeurs de prévention des conflits, d'apaisement, de tolérance, de réconciliation pour la cohésion sociale et la participation citoyenne | <ul style="list-style-type: none"> Ils ont suivi et débattu sur les engagements et instruments souscrits par l'État en faveur de la démocratie, de l'État de droit, de libertés individuelles et du droit à la participation Ils ont recommandé l'application effective des textes pour limiter la transhumance et souhaité la structuration du paysage politique selon les courants d'idéologies Ils ont recommandé le renforcement de leurs capacités en matières de l'État de droit et de la loi sur l'opposition Ils ont, dans les travaux de groupes, passé en revue les conditions d'une vie politique inclusive et apaisée pour la cohésion sociale et ont recommandé l'adoption de loi et la mise en place d'un cadre favorisant l'inclusivité, la cohésion sociale et la paix Ils ont évoqué la primauté du dialogue et de la réconciliation nationale, préalable à la cohésion sociale malagasy. Ils ont examiné les principes de <i>légalité et de la constitutionnalité, notamment, pour recommander le respect et l'application des textes.</i> Ils ont souhaité le renforcement des capacités de leurs adhérents en faveur de leur propre démocratie |
| Les partis politiques s'exercent aux débats constructifs et d'idées, à faire des compromis, à trouver un consensus, à transcender leurs intérêts et à contribuer au dialogue inclusif et aux élections apaisées, à la réconciliation nationale et aux valeurs républicaines | <ul style="list-style-type: none"> Les partis se sont exercés aux débats constructifs d'idées, aux compromis, au consensus, à l'intérêt général et à l'inclusivité tout au long des travaux collectifs en aboutissant aux recommandations communes. Ils ont, en plénières et en groupes mixtes (opposition-pouvoir), Interagi, échangé, et analysé les questions brûlantes d'intérêt national (forces, défis et points à améliorer), sans animosité, en dépit de leurs sensibilités différentes Ils ont discuté et trouvé un compromis sur les recommandations communes, notamment la constitution d'un comité mixte de suivi et l'accord de principe pour la création d'un espace de concertation permanent, pour asseoir la démocratie et renforcer la cohésion sociale |
| Le dialogue, l'interaction et la complémentarité entre les partis politiques d'une part et avec d'autres leaders d'opinion, d'autre part, sont favorisés en faveur de complémentarité d'actions collectives pour la cohésion sociale | <ul style="list-style-type: none"> Les membres des partis politiques représentatifs ont mis en place un comité de suivi des recommandations de l'atelier. Ils ont désigné, séance tenante, les 20 membres issus de différentes sensibilités représentatives. Ils ont défini les tâches du comité de suivi, en l'occurrence, la finalisation des recommandations et la proposition d'un document cadre pour la mise en place de l'espace de concertation Ils ont signé sans réserve le document conjoint de recommandations Ils ont auto évalué, selon les critères définis, les forces, défis et points à améliorer, les mécanismes de coopération, en formulant les recommandations concrètes, notamment les coalitions |
| Évaluation : compilation et analyse des fiches | <p>1. Objectifs</p> <ul style="list-style-type: none"> Sur 70 participants, 51 personnes ont rempli les fiches d'évaluation. 46 sur les 51 personnes, soit 82, 25%, sont satisfaits des objectifs de l'atelier, qu'ils jugent atteints <p>2. Thèmes développés et explicités par rapport aux attentes</p> <ul style="list-style-type: none"> Notions sur la démocratie : 48 sur 51 personnes, soit 94,12%, sont satisfaits des réponses Leadership : 46 sur 51 personnes, soit 90,20%, sont satisfaits des réponses Partis politiques dans la promotion de l'État de droit : 42 sur 51 personnes, soit 82, 35%, sont satisfaits Mécanismes de coopération entre partis politiques : 39 sur 51 personnes, soit 76, 47%, sont satisfaits <p>3. Méthodologie</p> <ul style="list-style-type: none"> 46 personnes sur 51, soit 90, 20%, sont satisfaits et la trouvent adaptée <p>Organisation matérielle et logistique</p> <ul style="list-style-type: none"> Lieu : 48 sur 51 personnes, soit 94, 12 %, sont satisfaits Horaire et durée : 45 sur 51 personnes, soit 88, 23%, sont satisfaits Gestion du temps : 42 sur 51, soit 82, 35%, satisfaits Matériels et fournitures : 43 sur 51 personnes, soit 84, 31%, sont satisfaits |

JPWK

Du 21 au 22 Février 2017, s'est tenu dans la salle de conférence, Ravinala, de l'Hôtel Carlton Anosy, à Antananarivo, Madagascar, un atelier interactif de renforcement des capacités des partis politiques sur « *le Leadership et leur contribution à la consolidation de la paix et de la démocratie* ». Il a été conjointement organisé par le Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation et le PNUD.

1. Cérémonie d'ouverture

La cérémonie d'ouverture de l'atelier, a été ponctuée par deux allocutions. *La première allocution a été prononcée par Mme Violet Kakyomya, Représentant Résident du PNUD et Coordonnateur du SNU*, qui a réitéré l'engagement du PNUD à Madagascar à promouvoir un dialogue constructif et paisible entre les acteurs clés, dont les partis politiques, qui jouent un rôle crucial dans l'espace public. Ils peuvent prévenir les crises en trouvant un consensus sur les règles du jeu et en participant aux compétitions électorales dans des conditions pacifiques, transparentes, inclusives et équitables. Les élections apaisées et inclusives exigent, non seulement, un climat d'interaction, d'ouverture, d'écoute, mais aussi, un esprit de tolérance, de compromis et d'harmonie sur les règles du jeu. Car, a-t-elle ajouté, en citant Koffi Annan¹, « *seuls les acteurs nationaux en recourant au dialogue comme mode de régulation des divergences peuvent finalement prévenir les crises* ». La Représentante a souligné que la pierre que chaque acteur apportera à l'édifice démocratique est indispensable, malgré la diversité de leurs visions politiques. Elle a invité les participants à contribuer aux discussions dans une atmosphère de cordialité pour aboutir à des recommandations participatives et communes.

La deuxième allocution d'ouverture a été prononcée par Monsieur Célestin RASOLOMAHOLY RAKOTOZANANY, le Secrétaire Général du Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation, qui a représenté Monsieur le Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation. Il a insisté sur "l'importance des rôles des partis politiques dans la qualité de vie politique à Madagascar". Il a remercié tous les participants pour leurs dynamismes et franc parlé, en plus de leurs apports attendus dans les échanges et discussions. Aussitôt après, il a déclaré l'ouverture officielle de l'atelier.

Mme Sahondra Rakotomalala, Directeur de la Communication et de l'Information auprès de l'Office National de concertation sur la Décentralisation, a modéré la cérémonie d'ouverture. Elle a invité les participants à se présenter, indiqué l'horaire et l'agenda du jour ainsi que les thèmes de l'événement. Elle a prié les invités, constitués des membres du corps diplomatique, des organisations internationales, ancien chef d'État, chefs de partis politiques ainsi que les participants, membres des partis politiques, à prendre part à la photo de famille suivie du cocktail de bienvenu.

2. Participants

70 participants ont pris part à cet atelier (dont 30 femmes), au rang desquels, se trouvent les chefs et membres des partis politiques parlementaires (22) et extra parlementaires (24), Directeurs Généraux, Directeurs Techniques et les cadres du Ministère de l'Intérieur et quelques représentants

¹ Comme l'avait souligné Monsieur Koffi ANNAN, alors Secrétaire des Nations Unies, dans son rapport d'activités sur la prévention des crises le 18 juillet 2006 à l'Assemblée Générale.

PNUD à Madagascar | Maison Commune des Nations Unies - Galaxy Plaza - Andraharo - Route de Majunga -

BP 1348, 101 Antananarivo | Tel: 00261 20 23 300 92 | Fax: 00261 20 23 300 42 | E-mail: registry.mg@undp.org | www.one.un.mg/pnud

de l'Office National de Concertation sur la Décentralisation (ONCD) pour assurer le secrétariat et le rapportage en coordination avec la consultante nationale.

3. Déroulement de l'atelier

Les travaux de session étaient *animés par Monsieur Jean Paul Kimbulu Kandolo, Expert international en Dialogue politique et renforcement de capacités du PNUD, modérateur principal.*

L'atelier comprenait 4 sessions portant sur les thèmes ci-après :

Session 1: Rappel sur les conclusions de l'atelier précédent et sur des notions introductives

Session 2: Quel type de leadership pour les partis politiques malgaches ?

Session 3: La contribution des partis politique à la consolidation de la démocratie, et de la paix

Session 4: Travaux de groupes

Chaque session était éclatée en sous thèmes, qui développaient les expériences à la fois nationale et étrangère ainsi que les standards internationaux.

3.1. Première session : Objectif et contexte

Cette session a porté, d'une part, sur les conclusions du précédent atelier de l'année dernière avec les partis politiques, et d'autre part, sur le contexte, les objectifs et les résultats de l'atelier en cours.

3.1.1. Conclusions et recommandations de l'atelier précédent avec les partis politiques tenu les 29 et 30 Août 2016 à l'Hôtel Ibis, Antananarivo.

Après un tour de table de présentation des participants, le facilitateur principal de l'atelier, Monsieur l'expert international en dialogue Politique et renforcement des capacités, Jean Paul Kimbulu Kandolo, a commencé la session en rappelant le contenu, les recommandations et les conclusions de l'atelier précédent avec les partis politiques de l'année dernière. Il a rappelé la professionnalisation de la vie politique, les principes de la démocratie et de l'état de droit ; la vitalité, les rôles et responsabilités des partis dans la gestion participative. Il est revenu sur les échanges sur l'organisation démocratique, participative, inclusive et professionnelle dans un parti. Ils avaient abordé les missions d'éducation des citoyens et de promotion de la démocratie et de la paix, à travers, notamment la concertation et l'opposition crédible. L'orateur a repris les recommandations émises à l'endroit des partis politiques, à la communauté internationale, au gouvernement et à la CENI, dont le résumé se présente comme suit :

Recommandations à l'endroit des partis politiques :

- Respect des textes en vigueur
- Promotion de la culture démocratique
- Éducation citoyenne sur le patriotisme
- Rapprochements entre les partis en vue de former des grands partis forts
- Mise en place d'espaces de concertation et de dialogue permanents entre les partis politiques

JPV

Recommandation à l'endroit de la communauté internationale

- Accompagnement des acteurs politiques par la tenue d'un atelier en vue de l'achèvement de la feuille de route.

Recommandation à l'endroit du Gouvernement et de la CENI

Recommandation à l'endroit du Gouvernement:

- Amendement de certaines dispositions des textes.

Recommandation à l'endroit de la CENI

- Plafonnement des dépenses de campagnes.

Après débats et délibération, les participants ont émis le vœu d'améliorer le fonctionnement du comité suivi établi lors du premier atelier. Certains ont aussi souhaité de mettre en place un mécanisme de partage et de suivi de ces recommandations en plus d'un espace de concertation permanente entre les partis politiques. Ils ont été invités à approfondir le sujet dans les travaux de groupes.

3.1.2. Contexte, objectifs et résultats escomptés du présent atelier

Ce deuxième thème de la première session a été présenté par le même expert international.

L'orateur a placé l'atelier en cours sous le signe du projet à court terme de renforcement des capacités multi acteurs, dont les partis politiques, afin qu'ils contribuent plus efficacement au processus démocratique apaisé. Il a indiqué que les partis politiques sont les leaders d'opinion, les porte-paroles et formateurs qui influencent les populations. C'est pourquoi, ils ont besoin d'améliorer la qualité et la manière avec lesquelles ils remplissent ces fonctions, qui impactent la cohésion sociale. Par conséquent, ces acteurs devraient renforcer leur participation aux débats contradictoires internes et aux discussions constructives et interactives. L'objectif général poursuivi était de mettre en valeur les rôles et place des partis politiques Malgaches dans la promotion d'un environnement propice au dialogue, à la cohésion sociale, à la participation citoyenne, à la vie politique apaisée et aux élections pacifiques et inclusives en 2018.

Au titre de résultats escomptés, à la fin de cet atelier, l'orateur dit que les participants sont sensibilisés et s'imprègnent des techniques et qualités d'un leadership charismatique, éthique, serviteur, inclusif et dynamique. Ils s'imprègnent de leurs rôles de leader d'opinion et des valeurs d'apaisement, de tolérance pour la cohésion sociale et la participation citoyenne. Et ils sont aussi mieux informés sur les bien-fondés des débats constructifs d'idées, de compromis, de consensus, d'intérêt général et d'inclusivité.

Concernant la méthodologie, le facilitateur a évoqué l'approche participative où les échanges et les discussions suivraient les présentations thématiques des expériences nationales et internationales. Les travaux en groupes serviront à approfondir les thèmes présentés et à réfléchir sur les recommandations et actions à entreprendre.

Après débats et discussions, questions et réponses, attentes des participants, il ressort les points ci-après :

- L'importance d'évaluer le suivi et la mise en œuvre des recommandations des travaux passés ; Partage des recommandations et des résolutions passées
- Les questions sur la réconciliation nationale ont été évoquées, alors que certains estiment que le processus est au point mort.
- D'autres, considèrent plutôt qu'une interaction entre les partis politiques et la révision des lois est les préalables requis pour une réconciliation nationale.
- Ils ont proposé l'organisation d'un atelier spécifique sur le sujet de la réconciliation nationale, étant donné la fragilité de la situation politique après les crises de 2002 et 2009.
- La question de réconciliation nationale revient aux acteurs nationaux, qui devraient s'approprier du processus. La communauté internationale, ne peut que les accompagner.
- Les participants qui voulaient absolument aborder la question sur la réconciliation nationale ont été invités à soulever leurs préoccupations lors des travaux de groupes et en formuler des recommandations à qui de droit.
- Le présent atelier avait des objets et résultats précis qu'on devrait réaliser dans un temps limité. D'autres ateliers ultérieurs pourraient y revenir.
- Les activités de renforcement des capacités des acteurs, dont les partis politiques, participent à la préparation du terrain favorable au dialogue et à l'apaisement entre les partis.
- Les interprètes ont été requis pour la traduction simultanée des interventions et des questions faites en malagasy et vice versa de Malagasy en Français pour les facilitateurs et participants étrangers.

Après ces différentes interventions et clarifications qui ont permis de recadrer les débats et circonscrire l'objet de l'atelier, le facilitateur principal a introduit le thème suivant portant sur les notions de la démocratie. Les partis politiques ont besoin de maîtriser les principes et normes démocratiques afin qu'ils puissent mieux les promouvoir, aussi bien, en leurs seins qu'au niveau national.

3.1.3. Contenu et normes de la démocratie et rôles des partis politiques

Ce sujet a été présenté par Monsieur Amidou Mouna, Expert juridique de la CENI/PNUD. Il a expliqué les principes et les normes à respecter pour la démocratie à l'intérieur des partis politiques. Il s'agit des principes d'un fondement constitutionnel, du contrat social, de la représentation, de l'alternance, du pluralisme politique, de l'état de droit, de la reconnaissance et de la garantie effective des libertés fondamentales ainsi que de l'égalité de tous devant la loi, l'administration et les charges publiques. Dans sa communication, l'expert a, en outre, rappelé les normes internationales et le principe du respect des droits fondamentaux de l'homme. Il a évoqué les différents cadres (juridique, politique et socio- économique) de régulation et de normalisation de la vie politique

JPVax

propice à l'émancipation de la démocratie. Il a terminé son exposé par les bonnes pratiques internationales et quelques Indicateurs de bonne gouvernance électorale. Il s'agit notamment d'un processus électoral transparent ; d'une administration électorale efficace, impartiale, Indépendante et responsable ; des candidats et partis politiques ayant un accès équitable aux ressources et médias de l'État ; d'un électorat informé; d'un climat politique pacifique et apaisé pour mener à bien leur campagne électorale.

Il résulte des échanges, débats, questions et réponses plusieurs points ci- après :

- La nécessité d'évaluer le cadre politique et socio- économique pour mettre en place une vraie démocratie et d'explicitier le rôle du gouvernement à ce sujet.
- La CENI éprouve de difficulté fonctionnelle faute d'autonomie financière.
- La conception unilatérale des dispositions légales, notamment sur les lois sur les partis politiques et le statut de l'opposition, a été élaborée dans un contexte de transition.
- Plusieurs cas de non respect des droits et de la constitution ont été évoqués
- L'application de la vérité et réconciliation, justice distributive ; du statut de l'opposition, la déclaration du patrimoine, une obligation fiscale.
- La réconciliation est une priorité nationale pour asseoir la démocratie apaisée.
- **Concernant le rôle du PNUD, il a été clarifié comme celui de neutralité, d'appui et d'accompagnement et de facilitation du gouvernement et des parties prenantes** pour la promotion d'un dialogue constructif et paisible entre les acteurs clés nationaux, véritables agents de changements d'un pays. Il est au service du pays, notamment en aidant à créer un espace de concertation et d'échange. La communauté internationale, d'une manière générale, appuie le processus.
- La CENI a déjà entamé l'amélioration du cadre juridique.

D'autres interventions ont été formulées sous forme de préoccupations ou des questions, ci après :

- les conditions d'une élection démocratique et transparente sont- elles réunies ?
- la présence d'une multitude de partis politiques équivaut-elle à une réelle démocratie ?
- Quel est le rôle des partis politiques dans la mise en place d'une démocratie ?

En guise de transition pour le thème suivant de la session, le facilitateur principal a mis en exergue les capacités des partis politiques pour la bonne marche du processus. Une fois équipés des principes démocratiques et de bonnes pratiques, les leaders devraient avoir d'autres qualités et aptitudes, notamment managériales et d'impulsion. Elles leur permettront de promouvoir l'agenda national, consentir des compromis, trouver un consensus, transcender les préoccupations personnelles, écouter et s'associer avec les autres pour le bien de la nation.

3.2. Qualité et caractéristiques d'un leadership politique pour une cohésion sociale

Ce thème a été présenté par Monsieur Andry Hery Rakotonanahary, Expert en programme de leadership politique. L'intervenant a commencé en posant deux questions : à quels comportements

et attitudes fait-on allusion lorsqu'on parle de leadership ? Et quelles sont les activités liées au mot « leadership » ? Il a répondu à ces questions, d'abord, en relatant l'évolution du concept de leadership comme suit : Autoritaire classique (1926) ; participatif (1962) ; adaptatif (1974) ; transformationnel (1978) ; serviteur (1989) ; durable (2001).

Il a ensuite fait remarquer que lorsqu'on construit ou définit une situation, on fait usage de leadership. Il a circonscrit les qualités d'un « **bon** » **leadership en politique** ou en général par les **critères d'autoévaluation** suivants : ton convaincant, charisme, engagement ; langage accessible, solidité des informations, argumentation et analyse rigoureuses ; vision d'avenir ; profil, positionnement face aux concurrents ; qualité d'écoute, de dialogue et de concertation.

L'orateur a, en outre, abordé les **styles de leadership utilisés par les leaders malgaches** ainsi que leurs limites avant de faire de proposition pour les partis politiques.

A ce sujet, l'intervenant a évoqué la perception du leadership politique, basée sur l'expérience malgache, tant au niveau interne qu'externe.

Au niveau interne, le leadership politique est perçu aux niveaux du management relationnel ; personnalité autoritaire ; habilité et flexibilité devant les situations.

Vis-à-vis de l'extérieure, le leadership politique est charismatique, éthique, serviteur, démocratique, inclusif, consensuel et dynamique.

Selon les résultats de tests Leadership Situationnel (Hersey, Blanchard) 1998-2016, les styles de leadership Malagasy consistent à concerter (35%), convaincre (50%), déléguer (05%) et diriger (10%). Il a fini son intervention sur **les limites du style de leadership**, lequel dépend de la volonté de répondre face à une situation ou à un défi. Il dépend aussi de la capacité d'écoute et de compréhension qui façonne la réponse et la rigidité.

Après débats, questions et réponses, les points ci-après ont été dégagés :

- Rapport entre leadership et la culture. Il n'est pas question de changer celle-ci, mais de diagnostiquer la situation, en passant par la concertation.
- **Au vu de l'accès limité à la lecture à Madagascar**, le renforcement des capacités des leaders, notamment sur la thématique gouvernance, reste indispensable.
- La flexibilité reste nécessaire, quelque soit les styles de leadership, pour s'adapter à toutes les situations.
- **L'utilité du leadership pour les partis politiques est indéniable** car, c'est une autorité qui permet de définir et/ou de structurer une situation, de manière concertée. Pour ce faire, les partis politiques devraient clarifier leurs visions, programmes et valeurs afin d'influencer et de se coaliser pour changer les choses.

Cette présentation sur le leadership a clôturé la première session de l'atelier.

A titre de transition, le facilitateur principal a mis en valeur la qualité d'un leader. Un leader réceptif, flexible, visionnaire et informé est prédisposé aux réformes et changements positifs. Il a

besoin, toutefois, d'utiliser ces qualités pour promouvoir la légalité, la constitutionnalité, notamment, le respect et l'application des textes. Il doit aussi favoriser la culture de l'État de droit.

3.3. Deuxième session : Rôle et place des partis politiques dans la consolidation de la démocratie

Cette session a porté sur deux thèmes. Il s'agit de la place et du rôle des partis politiques dans la promotion de l'État de droit (sensibilisation, encadrement, mobilisation et enrôlement), d'une part, et d'autre part, les mécanismes de coopération entre les partis politiques (commission parlementaire, groupe parlementaire, dialogue institutionnalisé et informel).

3.3.1. Thème 1 : Place et rôle des partis politiques dans la promotion de l'État de droit

Ce thème, animé par Monsieur Omer Kalameu, Conseiller en Droit de l'homme et Haut Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'homme, est subdivisé en deux sous-thèmes. Le premier porte sur l'état de ratification des instruments pertinents, standards internationaux et les pratiques malgaches des partis politiques dans la promotion de l'État de droit et la répartition de pouvoir. Le second aborde l'expérience malgache des partis politiques dans la consolidation de la démocratie et paysage politique (pluralisme, dynamique).

3.3.1. a. État de ratification des instruments pertinents, standards internationaux et pratiques malgaches des partis politiques dans la promotion de l'État de droit, répartition de pouvoir.

L'orateur a présenté l'engagement de l'État Malagasy envers la promotion de la démocratie, de l'État de droit, de libertés individuelles et du droit à la participation ainsi que du rôle des partis politiques dans la consolidation de l'État de droit.

Concernant l'engagement de l'État Malagasy en faveur de la démocratie et de l'État de droit, l'expert a brossé l'état de ratification des instruments juridiques internationaux par le pays. Cet état montre que Madagascar a ratifié presque toutes les conventions et les traités majeurs relatifs aux droits de l'homme. En tant qu'État Partie à la majorité de ces instruments juridiques internationaux, il s'acquitte des obligations y afférentes, notamment par la soumission des rapports étatiques relatant les efforts entrepris pour leur application effective au niveau national.

Pour la promotion des libertés individuelles et du droit à la participation, le présentateur, a décrit la souscription de Madagascar au respect du droit à la participation et du droit au vote des citoyens à travers l'organisation des différentes élections et la mise en place de la Commission Électorale Nationale Indépendante. Le pays a adopté le code électoral, la loi relative aux partis politiques, et la loi portant statut de l'opposition. Il a adopté également la loi sur la décentralisation, le code de communication médiatisée et la loi contre la torture. Le défi reste quant à leur mise en œuvre effective.

En ce qui concerne le rôle des partis politiques dans la consolidation de l'État de droit, le présentateur a recommandé la redevabilité des acteurs en matière de paix et de cohésion sociale dans l'espace public et dans la construction de la démocratie. Pour ce faire, le rôle et la légitimité

2/10

des partis politiques doivent être améliorés pour qu'ils œuvrent d'avantage. Ils sont invités à l'ancrage de l'État démocratique.

Après l'exposé, il ressort des différentes questions et des débats, les idées maîtresses ci-après :

- La nécessité de renforcement des capacités des partisans et adhérents des partis politiques afin qu'ils s'approprient des principes de la démocratie et les promeuvent au sein de leur propre parti ;
- L'importance de la reddition des comptes des dirigeants, qui doivent prêcher par l'exemple à travers les paroles, les engagements et le changement de comportement.

3.3.1. b. Expérience malgache des partis politiques dans la consolidation de la démocratie et paysage politique (pluralisme, dynamique)

Ce thème a été présenté par Monsieur Jeannot Rasoloarison, Expert, chercheur en histoire politique. L'orateur a décrit successivement l'historique du paysage politique :

- *Entre 1958 et 1972, pendant la première république*, il régnait une *situation politique monolithique* pendant que *l'opposition était muselée*. Les clivages idéologiques et le militantisme des partis étaient en vogue à l'époque.
- *Entre 1975-1991, au cours de la deuxième République*, la pratique de la « *démocratie sous contrôle* » a vu le jour. Il était impossible d'entreprendre des activités politiques en dehors des structures du FNDR.
- *De 1992 à 2009, au cours de la troisième République*, le *multipartisme* et les pratiques démocratiques ont émergé. Ainsi, on observe l'apparition des *coalitions de partis, d'injection massive d'argent* en politiques, et de la *régression du militantisme politique*. Il a en même temps l'augmentation du nombre des partis, passant de 8 en 1980 à 120 en 1993. Les coalitions de partis deviennent à géométrie variable au niveau de l'Assemblée Nationale. Une démocratie « à sens unique » avec la domination du TIM dans toutes les institutions voit le jour.

Depuis 2014, l'orateur a relaté la démocratie « à la carte », où émergent de coalitions de partis à base hétéroclite. D'où la naissance du *changement fréquent de la composition des partis* formant la majorité et l'opposition, dénommée « *transhumance politique* ». Ce phénomène se développe au détriment de l'éthique politique à travers la personnalisation du pouvoir des leaders des partis, la primauté des intérêts partisans et surtout l'opportunisme. Pendant ces temps, on observe l'absence d'une opposition parlementaire et d'une régression démocratique avec l'absence de militantisme des partis.

- ➡ A la fin de sa présentation, des questions de réflexion ont été posées pour nourrir les débats, notamment, les Réflexions autour des problèmes politiques actuels à Madagascar. Les notions « République, démocratie, partis politique » qui sont importées à Madagascar incarnent-ils vraiment les besoins et les préoccupations des Malgaches ?

JPICK

Il résulte des débats et discussions ce qui suit :

- Ce thème aurait pu s'attarder sur le paysage politique actuel, au lieu d'insister sur le passé. Toutefois, les faits historiques permettent de mieux comprendre le présent, estiment d'autres.
- Avec la prolifération des indépendants et l'héritage « monarchique », certains estiment que la culture démocratique semble ne pas être adaptée ni représentative. D'autres, par contre, estiment que culturellement, les malgaches sont des démocrates.
- La concertation entre ethnies ne pose pas de problèmes.

Thème 2 : Mécanismes de coopération entre les partis politiques.

Ce thème concerne les standards internationaux ainsi que l'expérience ivoirienne en matière de compétition et de coopération des partis. Il est présenté par Madame Chantal Raharimalala, Experte en Affaires civiles, élection et Droit de l'homme, personne ressource du CENI/ SACEM.

Dans sa présentation, l'intervenante a brièvement introduit **le rôle et le fonctionnement des partis politiques dans la vie démocratique**, dans laquelle ils constituent des piliers représentatifs. Les compétitions inter partis sont inévitables. Parfois, elles deviennent féroces pour obtenir le pouvoir et l'influence. Les discussions aboutissent au dialogue fructueux ainsi qu'aux accords. Toutefois, un minimum de confiance et de coopération est requis entre les partis pour ouvrir la voie à la paix et la stabilité durable. L'oratrice, a aussi souligné la **nécessité d'un équilibre entre la compétition et la coopération politique** pour que les partis travaillent ensemble sans violence pour une démocratie durable.

Elle a, à cet effet, décrit des exemples de mécanismes permettant aux partis politiques d'établir une véritable coopération. Il s'agit de la coalition, de la commission parlementaire, du groupe parlementaire, de dialogue institutionnalisé entre les partis politiques et de dialogue informel entre les partis politiques. L'intervenant a ensuite abordé l'expérience ivoirienne de compétition et de coopération entre les partis politiques. Les partis PDCI de Konan Bédié et celui de RDR de Alassane Ouattara avaient conclu avant les élections un accord de coalition RHDP portant sur la mutualisation des campagnes électorales au niveau législatif et présidentiel au second tour. Cette coalition des anciens Houphouëtistes, axée sur un programme commun, s'est organisée pour préparer/ travailler ensemble sans violence, gagner les élections en deux mandats successifs, en transcendant leurs blessures antérieures (ivoirité, guerre civile). Il en découle qu'une coalition requière l'ouverture aux autres dans une vision commune définie et acceptée par tous les membres.

Il résulte des débats et discussions ainsi que des questions et réponses ce qui suit :

- Certains participants considèrent que l'expérience ivoirienne comme inadaptée au contexte national, vu qu'en Côte d'Ivoire, il y a eu la guerre civile. D'autres ont souhaité plutôt que les expériences réussies de la RDC et de la Turquie soient partagées.
- Pour d'autres, cette **expérience est une leçon de dépassement de soi, de la primauté de l'intérêt national sur les questions personnelles. Ces parties prenantes ont réussies à**

transcender leurs blessures et déchirures accumulées pendant la guerre civile pour former une coalition pré campagne et de gouvernement ainsi que de la majorité réussi. La coalition a permis également à réconcilier les ressortissants du nord, ceux du centre et du sud au sein de même groupe parlementaire.

- Malheureusement, les participants ont vu plus les différences entre les deux pays, notamment la partie guerre civile, au lieu de voir ou de faire attention sur les aspects réconciliation, rapprochement des partis et surtout la primauté de l'intérêt supérieur de la nation.

En fait, les exemples étrangers servent non pas à copier, mais à inspirer les réflexions sur les processus, les échecs, les défis et les réussites pour servir de leçons en vue de mieux aborder les réalités propres du pays qui s'en inspire.

- Beaucoup des participants voulaient plutôt qu'on aborde les questions brûlantes de réconciliation, dont ils sollicitent l'appui du PNUD concernant le débat national sur la vérité et réconciliation. Les rôles de neutralité, d'appui- conseil, de facilitation et d'accompagnement du PNUD aux parties prenantes nationales leur ont été rappelés.

En guise de transition, le facilitateur principal, l'Expert international en dialogue et renforcement de capacités, a souligné qu'au vu de la multitude et de la complexité des défis de la cohésion sociale, les partis politiques ont besoin de s'organiser, de mutualiser leurs efforts et programmes pour jouer à l'apaisement, prévenir les crises et contribuer à la réconciliation.

Troisième session : Rôle et place des partis politiques dans la consolidation de la paix

La deuxième journée de l'atelier a démarré par la troisième session en restituant la synthèse de la première journée. Cette restitution a été faite par Madame Lova Rakotoarison du Service de l'Analyse et de l'Exploitation, Direction des Libertés publiques et des Affaires politiques, du Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation. Deux propositions d'amendements ont été faites, notamment la nécessité pour la Communauté internationale de clarifier leur position d'appui- accompagnement, d'une part, et la volonté politique du régime en place à œuvrer d'avantage en faveur de l'État de droit.

Le modérateur principal de l'atelier a par la suite **introduit la quatrième session sur le rôle et place des partis politiques dans la consolidation de la paix**. Il a précisé que cette session est consacrée à la vie politique inclusive et apaisée pour la cohésion sociale d'une manière générale d'une part. D'autre part, la vie politique inclusive et cohésion sociale ont été présentées sous l'angle de l'expérience malgache.

Quatrième session : rôle et place des partis politiques dans la consolidation de la paix :

Thème : la vie politique inclusive et apaisée pour la cohésion sociale.

4.1- Les standards internationaux de la vie politique inclusive et apaisée pour la cohésion sociale

La première intervention a été faite par Madame Chantal Raharimalala, experte en affaires civiles et électorales, personne ne ressource SACEM/CENI. L'oratrice a présenté les **standards internationaux en définissant, notamment la vie politique**. Celle-ci est un espace de compétition ou de conquête de pouvoir ainsi que de représentativité entre les hommes du pouvoir et les partis auxquels ils appartiennent. Selon le SFCG, la **cohésion sociale** est un ensemble des processus sociaux qui assurent à tous les individus l'égalité des chances et des conditions, le bien-être afin de permettre à chacun de participer activement à la société et d'y être reconnu. Elle exige de relations de confiance et de réciprocité entre les individus (canada). En fait, la cohésion sociale favorise l'intégration, l'attachement et la participation des individus au groupe et à la vie sociale, lesquels partagent les mêmes valeurs et règles. **En résumé, la cohésion sociale implique les mots clés ci-après : appartenance, insertion, participation, reconnaissance, légitimité, harmonie, entente et union.**

Concernant les standards internationaux au sujet des critères et conditions d'une vie politique inclusive et apaisée ainsi que des valeurs requises, l'oratrice a établi la relation entre la politique inclusive, apaisée d'un côté, et la cohésion sociale, de l'autre. Les deux concepts poursuivent les mêmes objectifs. Il s'agit de promouvoir la coopération et le dialogue pacifique et non-violent; réconcilier et unifier les populations, prévenir l'émergence des tensions, promouvoir la résolution pacifique des différends et la tolérance politique.

4.2. La pratique malgache d'inclusion et de cohésion sociale

Le second intervenant, Monsieur Jean Claude Razaranaina, Expert chercheur en droit et en politique et personne ressource CENI/, a présenté la pratique malgache d'inclusion et de cohésion sociale des partis. A ce sujet, il a d'abord résumé la raison d'être, les objectifs et la manière de faire des partis politiques. La raison d'être des partis est de conquérir le pouvoir et y rester en tant qu'acteurs politiques principaux (Maurice Duverger). Ils visent à assurer le bien-être de la population en s'occupant du développement économique et social. Ainsi, la politique publique est réalisée à travers les programmes d'action propres à une ou plusieurs autorités publiques ou gouvernementales (Jean Claude Thoenig). L'orateur a ensuite évoqué la méthode de conquête du pouvoir, qui est soit *constitutionnelle ou inconstitutionnelle*. Concernant le mode d'exercice du pouvoir, il peut prendre trois formes, soit *démocratique, soit autoritaire, ou totalitaire*.

Le pouvoir est démocratique lorsqu'il y a l'organisation d'élection libre, l'instauration du pluralisme, le respect de l'État de droit et l'égalité devant la loi.

En revanche, le **mode de gouvernance est autoritaire** lorsque la démocratie est simulée, l'opposition est phagocytée.

Le pouvoir totalitaire quand est marqué par un parti unique et une idéologie de l'État.

Pour l'orateur, l'inclusion et de la cohésion favorisent l'émergence d'alternative à la violence et à l'extrémisme violent (Groupe de Pays de l'Afrique de l'Ouest). Au niveau national, les modalités d'inclusion politique répondent aux questions suivantes: en quoi ? Quand ? Qui ? Et comment ?

Il a terminé son adresse en évoquant les limites psychologiques, sociologiques et légales de la cohésion et de l'inclusion sociale.

JKW

Au titre de la chronologie de la situation politique, l'intervenant a avancé trois événements marquants : (i) l'accord de Panorama, dirigé par le FFKM, en octobre 1991 entre acteurs politiques qui prévoyait un gouvernement inclusif et imposait une répartition des tâches ; (ii) la médiation internationale en 2002 dirigée par l'Union Africaine qui s'est vouée à l'échec ; (iii) la médiation internationale en 2009 dirigée par la SADC, qui a abouti à la signature de la feuille de route et au consensus de la mise en place d'un régime de transition inclusif. Celui-ci a abouti à l'exclusion de l'élection des protagonistes, notamment par le formule de « ni...ni ». Il a terminé son intervention en évoquant les types d'inclusion et les limites à l'inclusion.

Dans les débats, plusieurs idées fortes sont sorties :

- La concertation entre les partis politiques, la clarification des règles de jeux et la finalisation dans un bref délai de la loi sur la réconciliation nationale.
- Les questions de réconciliation nationale évoquées dépassent le cadre d'un atelier, car elles relèvent de la compétence du gouvernement et des parties prenantes nationales.
- L'importance d'accélérer la mise en place d'un organe de suivi et le déclenchement de ce processus pour avoir l'apaisement.
- L'apaisement dépendra de quatre points à savoir la vérité politique/ historique/ économique, la réparation, la refondation de la nation et la modalité constitutionnelle.
- Une clarification s'impose quant au positionnement de la communauté internationale (assistance ? aide ? domination ?).
- La légitimité s'évalue à travers l'élection transparente et crédible.
- La communauté internationale reste utile au titre d'appui- accompagnement dans le respect de la souveraineté et de la politique du pays. .
- Les partis politiques doivent assumer leurs responsabilités pour œuvrer d'avantage en faveur de la consolidation des acquis de sortie de crise.

Ces échanges ont marqué la fin de la session.

En guise de transition, le modérateur a présenté la cinquième session de l'atelier qui concerne les travaux de groupes sur les recommandations et actions prioritaires. **Il a rappelé que les travaux de groupes étaient destinés à approfondir les thèmes présentés ainsi que les discussions intervenues au cours de la plénière et à réfléchir sur les recommandations et actions à entreprendre. Les travaux étaient ainsi, divisés en deux groupes qui se sont penchaient sur les mêmes sujets.**

Cinquième session : Travaux de groupes sur les recommandations

L'orientation et la répartition des groupes ont été assurées par **Mme Tiana Ratsimbazafy**, Consultante nationale auprès du PNUD. Les travaux de groupes consistaient, d'abord, à dégager les recommandations sur le leadership et la contribution des partis politiques dans la consolidation de la paix et de la démocratie. Et, ensuite, à évaluer les avancés sur les recommandations de l'atelier passé.

Sixième session : Restitution des travaux de groupes en plénière

Les membres de chaque groupe ont passé en revue en cours de leurs travaux les thèmes abordés lors des présentations et échanges. Il s'agit notamment sur leadership politique, le rôle et place des partis politiques dans la consolidation de la démocratie ainsi que le rôle et place des partis politiques dans la consolidation de la paix. Ils ont approfondi ces questions en évaluant les expériences positives ou forces, les défis et points à améliorer, les recommandations ainsi que les acteurs concernés.

Étant donné que les deux groupes ont traité les mêmes questions, la traduction et l'harmonisation de chaque présentation a produit les recommandations ci-après :

6.1°) Recommandations à l'endroit des partis politiques

- Mettre en place un cadre formel et légal de concertation des partis politiques pour asseoir les socles démocratiques : la constitution, le code électoral, les lois sur les partis...
- Faire une auto évaluation des partis politiques
- Renforcer les capacités sur le leadership politique
- Faire une veille active sur les « mpamadika palitao », retournement de veste ou transhumance
- Structurer le paysage politique malgache en catégorisant les partis selon leurs idéologies de base, le regroupement de gauche, de droite et de centre
- Accepter l'alternance au niveau des partis politiques
- Mettre en place un bureau permanent pour les groupements des partis politiques, basés sur des visions partagées.
- Encourager la cohésion des partis politiques
- Mettre en place une opposition officielle dans les institutions
- Mettre en place un comité de suivi des recommandations de l'atelier
- Mettre en place une plate-forme, espace ou cadre de concertation des partis politiques.

6.2°) Recommandations à l'endroit de la communauté internationale

- Appuyer et accompagner le processus de concertation entre les partis politiques
- Appuyer la mise en œuvre de la réconciliation nationale
- Informer les partis politiques sur l'évolution des étapes franchies dans le cadre des concertations réalisées
- Solliciter l'appui du PNUD en faveur de la consolidation de la paix et de la démocratie
- Renforcer les capacités des partis politiques sur l'État de droit et la loi sur l'opposition

6. 3°) Recommandations à l'endroit du Gouvernement:

- Accélérer la mise en place de l'organe chargé de la réconciliation nationale
- Analyser le contexte socio- culturel avant d'appliquer les règles sociales
- Demander au gouvernement de faciliter la mise en place d'un cadre de concertation formel des partis politiques
- Favoriser l'accès équitable à la RNM et TVM à tous les partis pour tout le peuple
- Favoriser la liberté d'expression
- Respecter les lois ratifiées
- Mettre en place une structure indépendante pour le suivi des décisions prises
- Prévenir les crises et ne pas considérer Antananarivo comme Madagascar
- Ne pas attendre la crise pour discuter de la consolidation de la paix
- Inciter les faiseurs de « Dina », à s'impliquer dans différentes questions concernant la paix
- Appliquer la loi sur les partis politiques et la loi sur l'opposition.

6. 4°) Recommandations à l'endroit de la CENI

- Assurer l'autonomie d'action et de gestion de la CENI
- Accentuer le pouvoir d'interpellation de la CENI
- Ne pas accepter la candidature des indépendants
- Limiter le nombre des candidats à l'élection
- Organiser au plus 2 élections durant un mandat présidentiel (diminution des dépenses, gain de temps)

Toutefois, ces recommandations seront revues et validées par le comité de suivi des recommandations de l'atelier

A l'issu des restitutions, les participants ont décidé de mettre en place un comité de suivi des recommandations de l'atelier. Ils ont désigné séance tenante les 20 membres issus de différentes sensibilités des partis politiques et représentatifs.

Les tâches du comité de suivi sont définies comme suit :

- Finaliser les recommandations de l'atelier et les partager à tous les participants
- Proposer le document cadre pour la mise en place de cadre/espace de concertation entre les partis politiques.

JPV

Sommaire

| | |
|---|-------------|
| 3.1. PREMIÈRE SESSION : OBJECTIF ET CONTEXTE | 4 |
| 3.1.2. CONTEXTE, OBJECTIFS ET RÉSULTATS ESComPTÉS DU PRÉSENT ATELIER | 5 |
| 3.1.3. CONTENU ET NORMES DE LA DÉMOCRATIE ET RÔLES DES PARTIS POLITIQUES | 6 |
| 3.2. QUALITÉ ET CARACTÉRISTIQUES D'UN LEADERSHIP POLITIQUE POUR UNE COHÉSION SOCIALE | 78 |
| 3.3. DEUXIÈME SESSION : RÔLE ET PLACE DES PARTIS POLITIQUES DANS LA CONSOLIDATION DE LA DÉMOCRATIE | 9 |
| 3.3.1. THÈME 1 : PLACE ET RÔLE DES PARTIS POLITIQUES DANS LA PROMOTION DE L'ÉTAT DE DROIT | 9 |
| 3.3.1. A. ÉTAT DE RATIFICATION DES INSTRUMENTS PERTINENTS, STANDARDS INTERNATIONAUX ET PRATIQUES MALGACHES DES PARTIS POLITIQUES DANS LA PROMOTION DE L'ÉTAT DE DROIT, RÉPARTITION DE POUVOIR. | 9 |
| 3.3.1.B. EXPÉRIENCE MALGACHE DES PARTIS POLITIQUES DANS LA CONSOLIDATION DE LA DÉMOCRATIE ET PAYSAGE POLITIQUE (PLURALISME, DYNAMIQUE) | 10 |
| THÈME 2 : MÉCANISMES DE COOPÉRATION ENTRE LES PARTIS POLITIQUES. | 11 |
| TROISIÈME SESSION : RÔLE ET PLACE DES PARTIS POLITIQUES DANS LA CONSOLIDATION DE LA PAIX | 12 |
| 4.2. LA PRATIQUE MALGACHE D'INCLUSION ET DE COHÉSION SOCIALE | 13 |
| CINQUIÈME SESSION : TRAVAUX DE GROUPES SUR LES RECOMMANDATIONS | 1415 |
| 6.1°) RECOMMANDATIONS À L'ENDROIT DES PARTIS POLITIQUES | 15 |
| 6. 2°) RECOMMANDATIONS À L'ENDROIT DE LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE | 15 |
| 6. 3°) RECOMMANDATIONS À L'ENDROIT DU GOUVERNEMENT: | 16 |
| 6. 4°) RECOMMANDATIONS À L'ENDROIT DE LA CENI | 16 |
| 7- GALERIE DES PHOTOS | 1819 |
| 8- ANNEXES : | 1819 |

7- Galerie des PHOTOS

8- Annexes :

- 1- Revues de presse de couverture de l'atelier
- 2- Document signé des recommandations et résolutions des partis politiques
- 3- Fiches de présence
- 4- TDRs
- 5- Agenda
- 6- Discours du RR

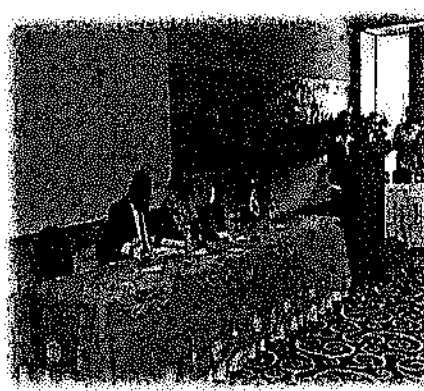
JFlak



Monsieur le Secrétaire Général du Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation, prononçant le discours lors de la cérémonie d'ouverture de l'atelier



Madame Violet Kakyomya, Représentant Résident du PNUD et Coordonnateur du SNU, livrant son allocution lors de la cérémonie d'ouverture de l'atelier



Madame Sahondra Rakotomalala, Directeur de la communication et de l'information auprès de l'ONCD, jouant le rôle de maître de cérémonie



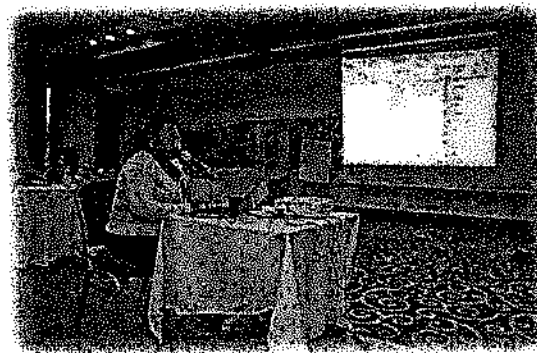
Monsieur Jean Paul Kimbulu Kandolo, Expert International en Dialogue politique et renforcement de capacités du PNUD, modérateur principal de l'atelier, modérant les interventions et débats



Madame Tiana Ratsimbazafy, Consultante nationale du PNUD, lors de l'identification des groupes d'échanges



Échanges et discussions des membres des partis politiques lors des travaux de groupes



La porte parole du groupe 2 restituant les résultats de leurs travaux de groupes



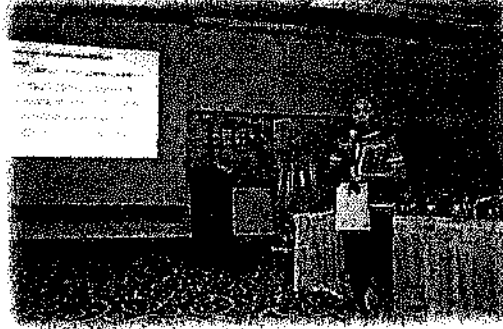
Constitution séance tenant de la composition des membres du comité de suivi des recommandations de l'atelier



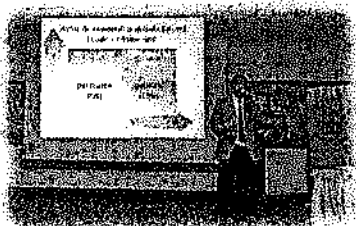
Signature des résolutions prises à la fin de l'atelier



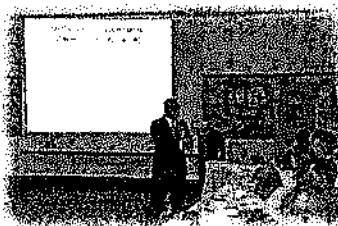
Monsieur Omer Kalameu, Conseiller en Droit de l'Homme et haut Commissariat des NU aux Droits de l'Homme, lors de sa présentation sur « la Place et rôle des partis politiques dans la promotion de l'État de droit »



Madame Chantal Raharimalala, Experte en affaires civiles et électorales, personne ressource CENI/ SACEM, lors de présentation sur le « Mécanisme de coopération entre les partis politiques »



Monsieur Andry Hery Rakotonanahary, Expert en programme de Leadership politique, lors de sa présentation sur « les qualités et caractéristiques d'un leadership politique »



Monsieur Jean Claude Razaranaina, Expert, chercheur en Droit et en politique, personne ressource CENI/SACEM, lors de sa présentation sur « la pratique malgache d'inclusion et de cohésion sociale »



Monsieur Jeannot Rasoloarison, Expert, Chercheur en histoire politique, lors de sa présentation sur « l'expérience malgache des partis politiques dans la consolidation de la démocratie et paysage politique »



Au service
des peuples
et des nations

JRCR